
L'apprentissage de la langue française en évolution : Surmonter les obstacles et créer des ponts

RAPPORT SUR CE QUE NOUS AVONS ENTENDU

AVRIL 2023

Table des matières

MESSAGE DU MINISTRE	3
UN RÉSUMÉ DE CE QUE NOUS AVONS ENTENDU	4
THÈMES	4
APPROCHE ADOPTÉE LORS DES CONSULTATIONS	5
PHASE 1, DU 24 MAI AU 30 NOVEMBRE 2022	5
PHASE 2, DU 15 DÉCEMBRE 2022 AU 3 FÉVRIER 2023	6
PHASE 2, PROLONGATION : 7 FÉVRIER 2023	6
MODÈLE/PROGRAMME D'ÉTUDES	7
COMPOSITION DES SALLES DE CLASSE.....	9
ÉVALUATION	11
RESSOURCES.....	12
ACCÈS/POSSIBILITÉS D'APPRENTISSAGE/CHOIX	14
ÉCHÉANCIER.....	16
PROCHAINES ÉTAPES	18

Message du Ministre

Je tiens à remercier les enseignants, le personnel de soutien en éducation, les familles, les apprenants, les membres de la communauté et les experts qui nous ont fait part de leurs points de vue sur l'apprentissage de la langue française.

Les élèves qui peuvent communiquer dans les deux langues officielles jouissent d'avantages sociaux, culturels, scolaires et cognitifs et pourront accéder à des possibilités infinies tout au long de leurs études et après.

Cependant, alors même que nous nous targuons du fait que le Nouveau-Brunswick soit la seule province officiellement bilingue au Canada, moins de la moitié de nos finissants du secondaire dans le système scolaire anglophone qui ont suivi une formation en français peuvent entretenir une conversation dans cette langue.

Il est impératif d'améliorer la qualité de l'apprentissage de la langue française pour tous les élèves néo-brunswickois. Il ne s'agit pas d'un nouvel enjeu. Nous discutons de cette question depuis des années.

Cet hiver, nous avons écouté attentivement les près de 13 000 Néo-Brunswickoises et Néo-Brunswickois qui ont participé à nos séances de consultation sur l'apprentissage de la langue française. Nous avons tenu compte de ce qui a été dit et avons décidé de ne pas aller de l'avant avec le cadre pour le programme 50-50 proposé. Le présent rapport est un résumé de ce que nous avons entendu lors de ces séances.

Nous avons maintenant l'intention de discuter avec la New Brunswick Teachers' Association, avec des experts dans notre système d'éducation, avec les familles et avec d'autres parties prenantes clés pour déterminer la voie à suivre.

Nous savons que les écoles doivent offrir un enseignement du français plus approfondi et s'inspirer des forces des programmes en français pour garantir l'obtention de meilleurs résultats dans les salles de classe du programme d'anglais principal.

Dans sa forme actuelle, le système laisse un grand nombre d'élèves pour compte, situation que nous sommes déterminés à renverser. Nous voulons créer un système d'éducation au Nouveau-Brunswick où tous les enfants sont soutenus et encouragés et où ils reçoivent les outils et acquièrent les compétences dont ils ont besoin pour exceller et concrétiser leur plein potentiel. Nos élèves le méritent.

J'aborde cette nouvelle phase avec enthousiasme, laquelle marquera le début de ce qui sera, je l'espère, des changements positifs et durables dans le système scolaire anglophone. Je suis impatient de voir ce que nous accomplirons ensemble.

Merci.



L'hon. Bill Hogan
Ministre de l'Éducation et du Développement de la petite enfance

Un résumé de ce que nous avons entendu

Ce document présente une vue d'ensemble sur ce que les éducateurs, les apprenants, les parents, les familles et les membres de la communauté, les chercheurs et des groupes d'intérêt avaient à dire à propos de l'initiative *L'apprentissage de la langue française en évolution : Surmonter les obstacles et créer des ponts* et du cadre proposé pour le *Programme d'immersion novateur du Nouveau-Brunswick* qui a été présenté en décembre 2022. Tous les commentaires exprimés au moyen des différentes formes de consultation ont été considérés; bien que ce document ne traite pas de chaque idée, de chaque commentaire et de chaque point de vue qui ont été exprimés, les principaux thèmes qui ont été mentionnés y sont décrits.

Le cadre reposait sur deux objectifs :

1. S'assurer que tous les élèves du secteur anglophone atteignent un niveau conversationnel en français à tout le moins, au terme de leurs études secondaires;
2. Adresser les problèmes concernant la composition des classes qui découlent du choix entre deux volets de programme : l'immersion française et l'anglais principal.

Beaucoup de gens du Nouveau-Brunswick ont pris le temps de faire part d'idées, de formuler des commentaires, de poser des questions, de soulever des inquiétudes et de faire connaître des données probantes établies à partir de recherches concernant le cadre proposé pour le *Programme d'immersion novateur du Nouveau-Brunswick*.

THÈMES

Voici la liste des thèmes qui ont été soulevés fréquemment au cours des consultations, incluant le sondage et la correspondance :

- *Modèle/programme d'études;*
- *Composition des salles de classe;*
- *Évaluation;*
- *Ressources;*
- *Accès/possibilités d'apprentissage/choix;*
- *Échéancier.*

APPROCHE ADOPTÉE LORS DES CONSULTATIONS

Le processus de consultation entourant l'initiative comprenait deux phases. La seconde a été guidée par les commentaires qui avaient été obtenus lors de la première phase. Les éducateurs, les familles, les apprenants, les experts, les chercheurs et le public ont été invités à faire part de leurs idées, de leurs inquiétudes, de leurs questions et de leurs réactions.





Voici les détails pour chacune des phases du processus de consultation, notamment le nombre de personnes qui ont participé.

PHASE 1, DU 24 MAI AU 30 NOVEMBRE 2022



Les Néo-Brunswickois ont pu faire part de leurs commentaires en envoyant un courriel à consultation.EECD-EDPE@gnb.ca, en envoyant directement au ministère, ou en visitant le site Web à l'adresse gnb.ca. **La date limite était le 30 novembre 2022.**

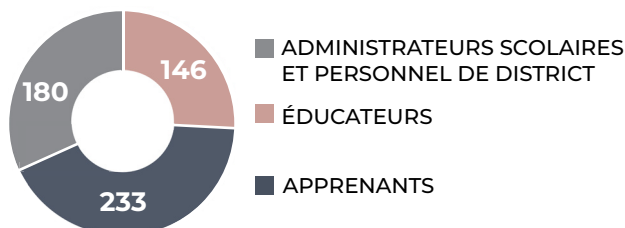
COMMUNICATIONS PAR PARTIE PRENANTE

	NOMBRE TOTAL DE COMMUNICATIONS
 PARENT = 70	
 PERSONNEL SCOLAIRE = 22	
 PUBLIC = 137	
 LETTRES TYPES = 1 100	
GRAND TOTAL = 1 329	



Au total, 33 consultations, y compris des groupes de discussion et des visites sur place dans les quatre districts scolaires anglophones, ont été menées à bien à l'automne.

NOMBRE DE PARTIES PRENANTES CONSULTÉES LORS DE LA PHASE 1 DU PROCESSUS










Il y a eu
33 consultations
et
559 participants.

PHASE 2, DU 15 DÉCEMBRE 2022 AU 3 FÉVRIER 2023

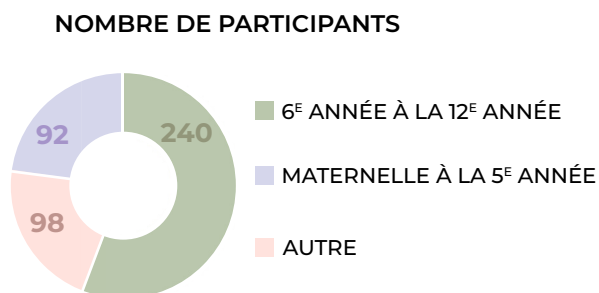


Le cadre proposé pour le *Programme d'immersion novateur du Nouveau-Brunswick* a été présenté au public en décembre 2022. Une série de consultations a été organisée pour recueillir des commentaires sur le cadre proposé.

TYPE ET NOMBRE DE CONSULTATIONS		NOMBRE TOTAL DE PERSONNES QUI ONT PARTICIPÉ
 SÉANCE DIFFUSÉE EN DIRECT	=	600
 CONSULTATIONS PUBLIQUES EN PERSONNE (4)	=	1 010
 CONSULTATIONS PUBLIQUES VIRTUELLES (2)	=	309
 CONSULTATIONS AUPRÈS DE GROUPES D'INTÉRÊT SPÉCIAUX*	=	18
 CONSULTATIONS DES PRÉSIDENTS DES COMITÉS PARENTAUX D'APPUI À L'ÉCOLE (4)	=	119
 SONDAGE PUBLIC	=	10 879
 BOÎTE DE COURRIELS D'EDPE POUR LES CONSULTATIONS	=	325
		13 260

PHASE 2, PROLONGATION : 7 FÉVRIER 2023

Il y a eu tenue d'une séance virtuelle avec les éducateurs des salles de classe du programme d'anglais principal. Le but de cette session était d'en savoir plus sur les problèmes de composition des classes et trouver de possibles pistes de solution.



Il y a eu environ
430 participants.

Les principaux thèmes et les détails explicatifs sur ce qui a été entendu au cours du processus de consultation sont décrits dans ce document.

MODÈLE/PROGRAMME D'ÉTUDES

Lorsque les premières consultations ont été lancées, au printemps de 2022, l'objectif était de rassembler des commentaires sur la vision proposée pour l'apprentissage de la langue française ainsi que de possibles idées pour créer un cadre d'apprentissage de la langue française. Les participants ont souvent demandé de communiquer des détails sur ce qu'il envisageait pour la mise en œuvre du cadre. Des questions ont souvent été posées pour déterminer quel pourcentage du temps d'enseignement se ferait en français, quels éléments d'un cadre seraient exigés et de quelle marge de manœuvre jouirait les écoles.

Bien que les participants aient aimé qu'on leur demande de faire part de leurs commentaires pour mettre au point un modèle d'apprentissage de la langue française, plusieurs ont dit qu'il était difficile de fournir des commentaires de qualité sans avoir plus de renseignements. Quelques-uns ont dit ne pas comprendre pourquoi ils étaient consultés à ce moment-là et qu'ils n'étaient pas préparés à fournir beaucoup de commentaires.

En général, étant donné que le Nouveau-Brunswick est la seule province officiellement bilingue au Canada, la plupart des parties prenantes étaient favorables à l'idée de renforcer la maîtrise de la langue française chez tous les apprenants. Bon nombre étaient d'accord pour maintenir le programme d'immersion française et considéraient des façons de le renforcer pour s'assurer qu'un plus grand nombre d'apprenants atteignent l'objectif prévu du programme. Quelques parties prenantes ont indiqué que le nouveau programme d'immersion française élaboré pour la 1^{re} année obtenait des commentaires positifs et jugeaient que c'était une bonne idée de surveiller l'efficacité de ce programme au fil de sa mise en œuvre dans l'ensemble du système pour s'assurer qu'il améliorerait les résultats. En revanche, d'autres jugeaient qu'il était nécessaire d'apporter des améliorations au programme d'apprentissage de la langue française de la maternelle à la 12^e année du programme d'anglais principal.

Ce que nous avons entendu...

Un enfant aura besoin de plus que d'un niveau conversationnel pour obtenir un emploi au gouvernement et pour se tailler une place sur l'échiquier mondial.

Sondage en ligne

Ce que nous avons entendu...

Il faut proposer quelque chose pour fournir des preuves indiquant que ce nouveau programme générera des résultats.

Groupe de discussion des directions de district

Lorsque le gouvernement a commencé à discuter de l'adoption d'un cadre universel d'apprentissage de la langue française, de nombreux participants ont demandé quelles recherches avaient été utilisées pour guider la décision et comment ces recherches traitaient du système à deux voies qui existe dans le secteur anglophone. Ils voulaient savoir si un tel modèle était utilisé ailleurs et, dans l'affirmative, ce que les données montraient au sujet de son efficacité, plus particulièrement avec un large éventail d'apprenants dans un système d'éducation inclusif.

Des préoccupations ont été exprimées tout au long du processus de consultation quant à savoir si tous les apprenants pourraient réussir dans un tel programme et quels types de ressources seraient disponibles pour les appuyer. Quelques participants ont demandé comment un nouveau cadre serait évalué pour déterminer s'il y a eu amélioration par rapport aux programmes actuels. Pour eux, c'était important vu que le nouveau programme d'immersion française en 1^{re} année se terminerait avant même que des données puissent indiquer son degré de réussite.

Ce que nous avons entendu...

Un programme de cette ampleur devrait être mis à l'essai. Il devrait passer à travers quelques années de développement stratégique, il devrait être approuvé par les enseignants et il devrait être mis en œuvre lentement avec des programmes pilotes.

Boîte de courriels pour les consultations

De nombreuses parties prenantes ont mis en doute la sagesse d'éliminer le programme actuel d'immersion française, programme basé sur des années de recherche et qui, grâce à l'intensité de la langue française, donne aux apprenants une meilleure chance d'acquérir une plus grande maîtrise de la langue française. De nombreuses parties prenantes ont exprimé des doutes quant à savoir si un modèle universel accorderait suffisamment de temps pour que l'enseignement en français permette à tous les apprenants d'acquérir un niveau conversationnel du français à tout le moins au moment de l'obtention du diplôme.

Quels que soient les changements qui seront apportés, le point d'entrée était une question de grande préoccupation pour de nombreux participants. Il a été expliqué par les éducateurs qu'étant donné que les jeunes enfants sont souvent intéressés par différentes langues, l'idée d'introduire le français plus tôt en maternelle et dans les centres de la petite enfance devrait constituer un élément d'un nouveau cadre d'apprentissage de la langue française. Les jeunes enfants sont généralement plus ouverts, plus enthousiastes et plus curieux face à l'idée d'apprendre une langue différente. Cet enthousiasme grandit en raison de l'arrivée de nouveaux arrivants dans la province.

D'un autre côté, certains participants étaient d'avis qu'accorder une telle place à l'apprentissage de la langue française en bas âge, que ce soit avec un programme universel ou un programme d'immersion remanié, pourrait avoir des effets négatifs sur le développement de la littératie et de la numératie en anglais. De fait, certains parents, enseignants et apprenants ont dit appuyer l'idée que, quel que soit le modèle, les mathématiques dans le système anglophone devraient être enseignées en anglais. Cela permettrait de régler certains des problèmes vécus par des parents qui veulent aider leurs enfants à apprendre les mathématiques étant donné qu'ils ne parlent pas le français.

Il a été soutenu que, pour que davantage d'élèves réussissent un programme d'apprentissage du français langue seconde, des expériences d'apprentissage plus diversifiées doivent être intégrées dans le programme. Cela impliquerait un plus grand nombre d'occasions concrètes d'utiliser la langue française et l'acquisition de plus de connaissances sur les cultures francophones. Par exemple, il pourrait s'agir d'inviter des conférenciers francophones provenant de la communauté pour participer à des expériences d'apprentissage dans les écoles; d'inciter les parents à apprendre le français avec leurs enfants, de tenir d'autres activités parascolaires en français, comme inviter des artistes francophones dans les écoles pour aider à accroître la sensibilisation et la compréhension directe des cultures francophones. Bien qu'il ait été convenu que cela serait probablement plus facilement réalisable dans certaines régions en particulier de la province, les participants estimaient que cet objectif pourrait être atteint à l'échelle de la province en tirant parti des possibilités en ligne. Il a également été mentionné que les établissements prototypes pour les possibilités d'apprentissage du français pourront faire connaître de nombreux exemples positifs et authentiques afin de favoriser l'apprentissage du français.

Ce que nous avons entendu...

Les enfants sont très capables à leur âge d'absorber des connaissances de toutes sortes, spécialement une langue seconde.

Sondage en ligne

Ce que nous avons entendu...

On peut seulement apprendre une langue si on utilise cette langue.

*Groupe de discussion
des éducateurs*

Ce que nous avons entendu...

Toutes [nos] écoles sont situées à proximité d'écoles francophones, mais elles ne collaborent pas. C'est une occasion manquée.

*Groupe de discussion
des administrateurs scolaires*

Ce que nous avons entendu...

Encourager le goût et le respect pour la culture francophone (langue, littérature contemporaine, musique, etc.) contribuerait beaucoup.

Boîte de courriels pour les consultations

Tout au long de la période de consultation, de nombreuses personnes se sont demandé si la province voulait vraiment obtenir des commentaires. Des personnes s'interrogeaient pour savoir à quel point les consultations étaient sincères, plus particulièrement les séances de mobilisation. Par ailleurs, étant donné l'historique de changements de gouvernement ayant mené à des changements au point d'admission de l'immersion française, certaines parties prenantes ont dit craindre que, quel que soit le modèle choisi, un gouvernement futur pourrait simplement changer d'idée et revenir à la situation précédente, chaque changement ayant des effets négatifs sur les élèves et les éducateurs. Il est important que tout nouveau programme cherche à veiller à ce que le système favorise la stabilité et la durabilité pour les élèves, les familles et les éducateurs.

COMPOSITION DES SALLES DE CLASSE

Un thème dominant tout au long des consultations était de savoir comment nous ferions pour nous assurer que les salles de classe sont structurées de la bonne façon pour obtenir les résultats d'apprentissage. Bien que cela ne concerne pas uniquement l'apprentissage du français, il a été soutenu que la création d'un milieu d'apprentissage commun générerait un meilleur équilibre des besoins en apprentissage dans l'ensemble de salles de classe.

Ce que nous avons entendu...

Mélanger les groupes (années scolaires, programmes, etc.) et les niveaux intermédiaires pour que les [apprenants] ne soient pas toujours avec les mêmes compagnons de classe toute la journée. Mélanger les cours d'immersion et d'anglais principal (anglais langue additionnelle, arts, éducation physique, technologies, etc.).

Consultation des éducateurs d'anglais principal

Conformément à la politique 322 du Ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance (MEDPE), le gouvernement a établi l'objectif de veiller à ce que toutes les écoles publiques au Nouveau-Brunswick soient inclusives. Cette politique explique que l'inclusion scolaire est une philosophie et un ensemble de pratiques pédagogiques qui permettent à chaque élève de se sentir valorisé, confiant et en sécurité de sorte qu'il puisse apprendre avec ses pairs dans un milieu d'apprentissage commun et réaliser son plein potentiel. L'inclusion scolaire repose sur un système de valeurs et de croyances axées sur l'intérêt supérieur de l'élève et favorisant la cohésion sociale, l'appartenance, une participation active à l'apprentissage, une expérience scolaire complète ainsi qu'une interaction positive avec les pairs et la communauté scolaire.

Ce que nous avons entendu...

L'élimination de l'immersion française n'élimine pas les déséquilibres entre les groupes. Si vous voulez vous attaquer aux déséquilibres entre les groupes, attaquez-vous à ces déséquilibres, et non pas à l'apprentissage d'une langue.

Sondage en ligne

Cela a mené à un large éventail de besoins dans les salles de classe, certains apprenants présentant des besoins multiples et complexes. Mentionnons les troubles d'apprentissage, les besoins en orthophonie, les faibles taux d'alphabétisation, l'autorégulation, les problèmes de santé mentale, les problèmes émotifs, le nombre élevé de plans d'apprentissage individualisés et les nouveaux arrivants avec une maîtrise limitée de l'anglais. Les besoins le plus souvent mentionnés par les éducateurs sont les troubles graves du comportement, suivis par des lacunes sur le plan de l'apprentissage scolaire. Des éducateurs ont décrit des

comportements graves et agressifs et des crises émotionnelles qui causaient des perturbations fréquentes et constantes dans leur enseignement. Les éducateurs ont également dit avoir constaté que les lacunes sur le plan de l'apprentissage scolaire s'aggravaient année après année. Bien que la pandémie de COVID-19 ait contribué à l'aggravation des lacunes en apprentissage, les éducateurs ont souligné que certains apprenants ne bénéficient pas de suffisamment d'interventions et passent simplement d'une année à l'autre.

Ce que nous avons entendu...

Pas assez de ressources de soutien pour les élèves en difficulté. Je suis une enseignante et je ne suis pas formée pour effectuer des interventions poussées avec des élèves ayant des troubles d'apprentissage.

*Consultation des éducateurs d'anglais
principal Consultation*

Bien que des problèmes concernant la composition des groupes existent dans l'ensemble du système, certains problèmes propres aux salles de classe en anglais principal ont été recensés. Par exemple, parfois, des élèves en immersion française éprouvant des difficultés sont transférés au programme d'anglais principal au cours de l'année, ce qui cause des déséquilibres. De plus, d'autres apprenants arrivent d'ailleurs en espérant choisir l'immersion française, mais n'y parviennent pas parce qu'ils ont manqué l'année scolaire d'admission. D'autres ont expliqué qu'avec deux programmes dans une école (c.-à-d. l'immersion française et l'anglais principal), l'admission dans chacun peut avoir des effets sur la taille des classes ou le moment où les classes sont regroupées.

Ce que nous avons entendu...

Investir dans les ressources pour les enseignants en français pour les enfants dyslexiques ou qui ont d'autres troubles d'apprentissage. La plupart de ces ressources sont en anglais seulement, et les enseignants n'ont pas le temps de traduire et de créer des ressources.

Consultation publique

De nombreux participants ont réclamé des groupes plus petits pour aider les éducateurs à répondre au large éventail de besoins et à s'attaquer au large éventail de problèmes auxquels ils font face, plus particulièrement dans les classes d'anglais principal. Une telle mesure aiderait les éducateurs dans le travail qu'ils font pour répondre aux différents besoins en apprentissage que les élèves ont dans leur classe. Certains estiment que la hausse du nombre de plan d'apprentissage personnalisé et de soutien des comportements individuels dans leur classe constitue une preuve de la nécessité de diminuer la taille des groupes. Beaucoup de choses ont été apprises de la pandémie de COVID-19. De nombreux participants ont expliqué comment le fait d'avoir moins d'élèves en classe avait eu des effets sur l'enseignement et l'apprentissage. Certaines familles et certains élèves ayant décidé d'apprendre à la maison, les éducateurs ont pu établir de meilleurs groupes avec des élèves qui partageaient de mêmes habiletés. Cela a permis aux éducateurs de se concentrer sur un éventail de compétences plus petit et de stimuler de manière appropriée tous les apprenants.

D'autres idées ont été proposées autour de l'idée de réduire la taille des classes pour des années scolaires en particulier. Certains ont fait valoir que les classes de maternelle devraient être plus petites étant donné que la maternelle est une année de transition importante, et que les besoins des apprenants ne sont pas bien connus avant la constitution des classes. D'autres ont expliqué que les groupes de la maternelle à la 2^e année devraient être plus petits pour s'assurer que les domaines du développement des enfants sont pris en compte et que les apprenants acquièrent des bases solides dans les principaux secteurs d'apprentissage. Cependant, d'autres encore ont proposé des groupes plus petits pour la 7^e et la 8^e année ou la 9^e et la 10^e année pour corriger des lacunes importantes dans l'apprentissage et ainsi aider les apprenants à faire une transition avec plus de succès vers le niveau scolaire suivant du système.

Voici d'autres idées qui ont été proposées au cours de la période de consultation :

- L'élimination des classes combinées en anglais principal;
- Un accès à d'autres lieux d'apprentissage avec un soutien plus complet pour certains apprenants;
- Une aide financière pour les zones de suspension en milieu scolaire qui seraient supervisées par des spécialistes en comportement hautement compétents ou des enseignants en soutien au comportement qui travailleraient avec les apprenants;
- Un perfectionnement professionnel axé sur les pratiques de gestion des comportements.

Ce que nous avons entendu...

Trop de distractions qui découlent du trop grand nombre d'élèves ayant un plan d'apprentissage personnalisé ou un plan de soutien des comportements individuels dans une même classe. Aussi, trop d'élèves ne sont pas à la hauteur de leur niveau scolaire. Ces élèves ont besoin d'un milieu moins distrayant pour apprendre. Tous les élèves en anglais langue additionnelle (de zéro anglais à minimum) sont en anglais principal.

Consultation des éducateurs d'anglais principal

Ce que nous avons entendu...

Nous avons besoin de spécialistes du comportement qui travaillent avec les élèves et leurs familles pour améliorer leur comportement en société. Ce travail doit commencer à un jeune âge avec certaines des familles d'aujourd'hui.

Consultation des éducateurs d'anglais principal

ÉVALUATION

Au début de la période de consultation, l'un des objectifs déclarés pour l'apprentissage de la langue française au Nouveau-Brunswick était de s'assurer que tous les élèves anglophones acquièrent au moins un niveau conversationnel en français au terme de leurs études secondaires. Il y a eu beaucoup de commentaires quant à savoir s'il s'agissait du bon objectif et comment l'obtention réussie des résultats d'apprentissage serait déterminée.

Les parties prenantes étaient généralement d'avis que l'acquisition d'un niveau conversationnel en français par tous les élèves anglophones représenterait une forte amélioration par rapport au niveau actuel des finissants, mais des craintes ont été exprimées quant au ciblage du niveau conversationnel. Beaucoup étaient d'avis que cet objectif était inadéquat pour permettre à quelqu'un de bien fonctionner dans un milieu bilingue, pour faire carrière dans un milieu où le bilinguisme est exigé (au gouvernement provincial ou fédéral), pour préparer un élève à l'admission dans un établissement postsecondaire francophone ou pour donner à un apprenant une base solide à partir de laquelle bâtir lorsqu'il terminera ses études dans le système scolaire. Les participants voulaient savoir si cela avait été considéré et quels effets cela pourrait avoir pour la main-d'œuvre de demain dans la province.

Ce que nous avons entendu...

Il faut savoir plus rapidement où les élèves en sont. À l'heure actuelle, il n'y a pas d'outils pour permettre aux enseignants de faire le suivi des habiletés chaque mois ou chaque jour.

Visite d'une école

Il y a eu de bons commentaires et échanges concernant les différences entre le niveau B1.1 du Cadre européen commun de référence (CECR) et le niveau intermédiaire utilisé dans l'échelle de l'entrevue de compétence orale. L'accent sur l'objectif minimal du français de conversation, ou les apprenants atteignant le niveau B1.1, a été perçu par beaucoup comme quelque chose qui n'encourage pas les apprenants à s'efforcer d'atteindre des niveaux plus élevés de maîtrise de la langue française. Ils estiment que la cible devrait être exprimée de manière plus positive et motivante avec des attentes plus élevées pour tous les apprenants, étant entendu que le français de niveau conversationnel serait le niveau de base de maîtrise attendu pour tous les finissants.

Ce que nous avons entendu...

Je pense qu'il serait acceptable de faire de B1.1 une exigence pour obtenir son diplôme (il pourrait y exister différentes façons d'y parvenir).

Visite d'une école

Ce que nous avons entendu...

Je pense que la mise en œuvre d'un portefeuille linguistique qui est en phase avec les résultats du CECR pourrait aider.

*Groupe de discussion
des éducateurs*

Des inquiétudes ont également été exprimées au sujet de l'importance accordée au français de niveau conversationnel et de la question de savoir si cela signifiait que la lecture et l'écriture deviendraient moins importantes, lesquelles sont essentielles et importantes pour le bilinguisme.

Il y a aussi eu des discussions concernant la valeur associée à baser les évaluations orales sur des situations qui utilisent le français dans le cadre de conversations naturelles. Des participants étaient d'avis que les conversations authentiques donnent une meilleure idée de la capacité d'un apprenant par comparaison à une situation où un apprenant est invité à parler d'un sujet au hasard, ce dernier pouvant être limité par un manque de connaissances ou d'intérêt par rapport à ce sujet.

Ce que nous avons entendu...

Mettez l'accent sur la lecture et l'écriture. Elles sont tout aussi importantes que les compétences orales.

*Consultation publique
virtuelle*

RESSOURCES

Le niveau des ressources en enseignement et en soutien disponibles dans le système a constamment été un point de discussion tout au long des consultations.

Parmi les préoccupations les plus immédiates pour les éducateurs et les autres parties prenantes figurait la difficulté à doter en personnel un modèle universel pour l'apprentissage de la langue française étant donné la pénurie actuelle en enseignants en français. Cette préoccupation a été amplifiée pour certains administrateurs qui entendaient dire que quelques-uns de leurs enseignants en immersion française envisageaient de soumettre leur candidature dans le secteur francophone ou dans des provinces voisines.

De manière connexe, des craintes ont été exprimées concernant la disponibilité de personnel ressource francophone (p. ex. aides-enseignants et enseignants-ressources) pour travailler avec des apprenants qui auraient besoin de plus de soutien lors de leur apprentissage du français pendant une bonne partie de leurs journées. Beaucoup ont soutenu que l'aide financière pour la mise en œuvre du cadre d'apprentissage de la langue française doit permettre de s'assurer que suffisamment de ressources sont disponibles pour favoriser l'inclusion de tous les apprenants.

Ce que nous avons entendu...

Compte tenu de la pénurie actuelle des enseignants en français, plus particulièrement dans les régions rurales, comment pourra-t-on embaucher suffisamment d'enseignants qualifiés pour pourvoir tous les postes, sans faire d'exceptions pour les régions rurales?

Consultation publique

L'un de ces faits moins connus au sujet du programme actuel d'immersion française est que de nombreux éducateurs en immersion française sont des diplômés du système d'immersion française. Beaucoup s'inquiétaient qu'une réduction du niveau d'intensité de l'enseignement en français dans le modèle proposé ait des conséquences à long terme sur le recrutement d'enseignants en français langue seconde, ce qui mettrait en risque la mise en œuvre du programme. Il a été soutenu que, si les apprenants ne quittent pas le système scolaire avec une base solide en français, ils devront passer plus de temps à étudier le français afin d'atteindre le niveau de maîtrise exigé pour enseigner le français dans un programme de langue seconde. Cette situation amplifierait les problèmes de recrutement d'enseignants en français langue seconde au Nouveau-Brunswick.

Bien que cela ne concerne pas uniquement l'apprentissage du français, de nombreux éducateurs ont indiqué qu'ils ne possédaient souvent pas l'expertise nécessaire pour répondre à l'éventail et à la complexité des besoins qu'ils rencontrent généralement au quotidien. Ils ont dit qu'ils ont besoin d'un plus grand accès aux ressources humaines pour les aider à répondre à l'éventail des besoins des apprenants en salle de classe. Par exemple, il s'agirait d'embaucher davantage d'aides-enseignants et de ressources spécialisées comme des orthophonistes, des enseignants-ressources, des conseillers d'orientation, des psychologues et des spécialistes formés en comportement et en santé mentale.

Ce que nous avons entendu...

D'où proviendront les enseignants français ou bilingues? Que se passe-t-il avec les enseignants non bilingues?

Consultation publique

En ce qui concerne les aides-enseignants, beaucoup étaient d'avis qu'ils devraient être placés dans une salle de classe d'anglais principal pour soutenir les nombreux besoins en apprentissage et les problèmes de comportement, sans être associés à un apprenant en particulier. D'autres ont fait valoir que les aides-enseignants devraient avoir du temps pour profiter d'autres occasions d'apprentissage professionnel par rapport aux stratégies afin de répondre aux besoins en apprentissage scolaire ainsi qu'aux techniques visant à faciliter la gestion des comportements. D'autres encore croyaient que l'idée d'augmenter les heures des aides-enseignants devrait être considérée pour leur permettre d'avoir du temps de planification avec l'enseignant titulaire et être en mesure de suivre des séances de perfectionnement professionnel pour le personnel.

Parmi les autres spécialistes dont il a été question fréquemment figuraient les enseignants-ressources et les conseillers d'orientation. Beaucoup d'éducateurs titulaires ont indiqué que ces professionnels, de même que les administrateurs, passent beaucoup de temps à tenter de régler des problèmes graves de comportement et à remplir toutes sortes de documents administratifs. Étant donné ces circonstances, ils ont souvent très peu de temps pour appuyer les enseignants afin de répondre aux besoins des autres apprenants en salle de classe. Il a été mentionné que les ratios utilisés pour affecter les enseignants-ressources et les conseillers d'orientation devraient peut-être être revus pour déterminer s'ils sont adéquats ou s'il y a un meilleur moyen d'affecter ces éducateurs dans les écoles.

Une autre idée que les éducateurs ont recommandée quant aux problèmes de composition des groupes, plus particulièrement par rapport aux problèmes scolaires, était d'affecter un ou deux équivalent temps plein (ETP) qui possèdent d'excellentes compétences en alphabétisation, numératie et troubles d'apprentissage dans chaque école. Le principal rôle de ces éducateurs serait de diriger ou d'aider par rapport aux interventions, de faciliter le co-enseignement à différents moments et d'aider par rapport aux groupes flexibles pour toutes les années scolaires ou les niveaux de préparation.

Alors que le nombre de nouveaux arrivants dans la province augmente, de nombreux éducateurs ont dit qu'il était nécessaire d'avoir plus d'heure de tutorat ou de soutien pour les enseignants en anglais comme langue additionnelle afin d'aider ces apprenants, plus particulièrement ceux qui ont des compétences limitées en anglais. Certains ont proposé un programme intensif « à court terme » pour les aider avant qu'on leur demande de passer de pleines journées en classe. Voici d'autres idées suggérées : s'assurer que tous les enseignants et tous les aides-enseignants aient suivi un perfectionnement professionnel concernant les pratiques exemplaires pour favoriser l'apprentissage de l'anglais chez les nouveaux arrivants, placer des enseignants en anglais langue additionnelle dans toutes les écoles où la population de nouveaux arrivants est importante et partager les enseignants en anglais langue additionnelle là où leur nombre n'est pas élevé et enfin s'assurer que les ressources pédagogiques pour favoriser l'apprentissage de l'anglais sont facilement accessibles.

ACCÈS/POSSIBILITÉS D'APPRENTISSAGE/CHOIX

Il y a eu de nombreuses discussions autour de l'idée de créer un seul système universel avec une approche pour l'apprentissage de la langue française et le respect des personnes (familles et élèves) qui ne veulent pas apprendre le français.

Les personnes en faveur de l'adoption d'un modèle universel ont mentionné l'occasion d'accroître l'accès à l'échelle de la province. Les familles, en particulier, ont dit qu'elles voulaient que leurs enfants aient l'occasion d'apprendre le français et de devenir bilingues et d'en apprendre plus sur les cultures francophones. Toutefois, des inquiétudes ont été exprimées à propos de la capacité à trouver et à garder des enseignants en français qualifiés dans les régions rurales.

Par contraste, certains participants ont exprimé des craintes par rapport à un modèle universel pour l'apprentissage du français et comment il serait reçu par certains apprenants ou certaines familles qui pourraient ne pas être d'accord avec l'apprentissage du français pendant une partie importante de la journée. Ces participants se sont demandé si un élève ne veut pas apprendre le français comment cela pourrait avoir des effets sur le désir général d'apprendre de celui-ci. Ils ont encouragé le gouvernement provincial à réfléchir à l'idée de communiquer de l'information sous différentes formes pour ce qui est des bienfaits de l'apprentissage de nouvelles langues. Une autre idée consistait à établir et à faire connaître des parcours à suivre pour des possibilités d'emploi futures pour les apprenants bilingues. Les participants étaient d'avis que cela pourrait aider à motiver certains élèves qui souhaitent apprendre le français, plus particulièrement au secondaire.

Ce que nous avons entendu...

Les gens ne veulent pas tous apprendre le français. Je crois qu'il est important de pouvoir choisir et je ne pense pas que l'on doit retirer la possibilité de faire ce choix.

*Groupe de discussion
des éducateurs*

Lorsqu'il était question de faire part de commentaires sur le « choix de programme », les familles commençaient souvent avec des histoires sincères concernant les espoirs et les rêves pour leurs enfants et

comment le cadre proposé favoriserait ces désirs. Beaucoup s'inquiétaient du degré de choix qui serait retiré avec la mise en œuvre d'un cadre universel d'apprentissage du français. Les familles ont vigoureusement affirmé qu'un « modèle unique » ne tiendrait pas compte de toutes les forces, de tous les besoins et de tous les intérêts de leurs enfants. De nombreuses parties prenantes étaient de cet avis.

Ce que nous avons entendu...

Je n'ignore pas l'importance de l'éducation en français. Je pense que ces compétences linguistiques sont essentielles, mais les enfants et les parents doivent avoir le choix en fonction de leurs propres habiletés linguistiques.

Sondage en ligne

Des parties prenantes dans de petites communautés rurales ont également fait part de certaines craintes à propos de la difficulté à donner aux élèves un accès à des expériences authentiques d'apprentissage du français et à une exposition à un large éventail de personnes qui parlent le français. Ils se demandaient comment le gouvernement provincial, les districts scolaires et les communautés pourraient s'assurer que tous les apprenants aient accès à des occasions authentiques d'utiliser le français et de participer à

différentes expériences d'apprentissage en immersion française. Certains ont dit que les personnes avec un revenu disponible plus élevé seraient plus en mesure de s'assurer que leurs enfants aient la possibilité d'assister à des camps en français ou à du tutorat ou même de fréquenter des écoles privées francophones.

Certaines parties prenantes ont avancé que le manque de choix en programmes en français pourrait influencer sur la décision de certaines personnes de venir s'installer dans la province étant donné la disponibilité de l'immersion française à l'échelle du pays. Les éducateurs et les familles dans la région de la Base de soutien de la 5^e Division du Canada Gagetown ont dit qu'il s'agissait d'une importante source de préoccupation de certaines familles militaires qui ont inscrit leurs enfants en immersion française avant leur arrivée au Nouveau-Brunswick. D'autres personnes ont indiqué qu'un programme universel pourrait ne pas être aussi attirant pour certains professionnels ou pour certains immigrants pour leurs enfants.

Ce que nous avons entendu...

Est-ce que les communautés rurales auront un accès équitable aux occasions d'apprentissage du français?

Consultation publique virtuelle

Ce que nous avons entendu...

Il faut pouvoir choisir et avoir plus de variété. Les programmes devraient considérer les enfants qui ont besoin d'être davantage mis au défi ou les enfants qui éprouvent des difficultés à apprendre une langue.

Sondage en ligne

ÉCHÉANCIER

Plusieurs doutes ont été soulevés par rapport à l'échéancier proposé pour la mise en œuvre des changements à l'apprentissage de la langue française. La plupart des participants ont affirmé que la cible de l'automne 2023 pour la mise en œuvre d'un modèle universel était précipitée étant donné le nombre de questions toujours sans réponse.

Beaucoup de participants ont encouragé le gouvernement provincial à réfléchir aux processus nécessaires pour réussir à changer quelque chose d'aussi vaste qu'un cadre universel d'apprentissage de la langue française et étaient d'avis que la communication est un élément essentiel aux changements.

Ce que nous avons entendu...

Apportez les changements stratégiquement. Procédez avec soin et en prenant votre temps pour bien les mettre en œuvre.

*Présidents des comités parentaux
d'appui à l'école*

Les éducateurs étaient inquiets à propos du moment où le nouveau programme d'études serait prêt et si des ressources pédagogiques et des occasions de perfectionnement professionnel seraient offertes avant l'ouverture des écoles à l'automne. Les administrateurs s'inquiétaient d'avoir des renseignements clairs et uniformes à communiquer aux familles qui posaient déjà des questions à propos des programmes pour l'automne 2023.

Une autre source de préoccupation concernait la sérieuse pénurie d'enseignants en français qui touche non seulement le Nouveau-Brunswick, mais aussi le Canada. Il y avait des doutes quant à savoir si le gouvernement provincial trouverait suffisamment d'enseignants qualifiés pour doter en personnel le programme universel en maternelle et en 1^{re} année. Cet aspect, de l'avis de beaucoup, aura des répercussions négatives sur la mise en œuvre, l'efficacité et l'uniformité du nouveau programme. Donc certaines régions de la province n'auront probablement pas accès au programme cet automne.

Ce que nous avons entendu...

Plutôt que d'accélérer la mise en œuvre, on devrait mettre à l'essai cette approche en maternelle seulement et garder le programme d'immersion actuel en place.

Sondage en ligne

Certaines parties prenantes ont dit que l'idée d'éliminer progressivement le programme d'immersion française a créé des problèmes de moral chez plusieurs enseignants en français qui enseignent ou qui ont enseigné dans le cadre de ce programme. Ils ont expliqué que certains enseignants en immersion française avaient l'impression que leur travail n'était pas valorisé.

D'autres inquiétudes ont été exprimées dans les commentaires au cours des séances de consultation et par les commentaires qui ont été soumis. Il a été question d'enseignants en immersion française qui ont soumis une demande d'emploi dans le système francophone ou qui ont déménagé dans une autre province pour travailler dans le domaine de l'enseignement de la langue française. Certains participants ont cité des exemples de nouveaux enseignants en français qui sont qualifiés pour enseigner en immersion française, qui envisagent de travailler dans une autre province, notant que de telles décisions ne font qu'empirer la situation de l'embauche.

En lien étroit avec la vitesse de la mise en œuvre, il y a eu des craintes concernant le choix du moment pour apporter un changement aussi important. De nombreuses parties prenantes ont indiqué que le système d'éducation était déjà soumis à un stress important, en tentant de corriger les lacunes dans l'apprentissage des élèves en raison du temps d'apprentissage perdu et des problèmes de santé mentale qui ont été empirés par la pandémie de COVID-19. Ils ont contesté la décision de confier des tâches aux éducateurs déjà épuisés, se rétablissant toujours des effets de la pandémie de COVID-19, avec un changement de plus qui cause de l'anxiété et de l'incertitude par rapport aux fonctions professionnelles. De nombreuses parties prenantes ont proposé « d'appuyer sur le bouton Pause » et d'utiliser les commentaires reçus pour améliorer le plan.

Il y a déjà deux changements relativement importants prévus pour 2023, soit l'entrée en vigueur de nouvelles exigences pour l'obtention du diplôme d'études secondaires pour les finissants en 2026 et la mise œuvre officielle des stades de base du continuum de la lecture (selon la science de la lecture). Certains ont fait valoir que l'ajout des changements proposés à l'apprentissage du français représenterait trop de changements en même temps. Étant donné que les stades de base du continuum de la lecture ont déjà commencé dans certaines écoles primaires, et que le personnel et les familles constatent les résultats améliorés, certains participants ont exprimé des inquiétudes à l'idée de perturber cette mise en œuvre avec un autre changement important au même niveau, lequel aurait aussi des effets sur la quantité de temps disponible pour les arts du langage en anglais.

Ce que nous avons entendu...

Un des motifs de préoccupation les plus importants est la rapidité à laquelle l'échéancier se déroule de maintenant jusqu'à la mise en œuvre – il s'agit d'un cadre et pas d'un plan d'action – en sept mois – la logistique – quelle qu'elle soit – cela semble trop important comme objectif – nous n'avons pas suffisamment de détails – comment pouvons-nous appuyer un cadre lorsqu'ils n'ont pas donné suffisamment de détails?

Consultation publique

Prochaines étapes

L'un des résultats positifs de la période de consultation était que plusieurs parties prenantes ont indiqué qu'elles seraient ouvertes à l'idée de faire partie de l'élaboration de possibles solutions pour les difficultés qui touchent le système d'éducation, plus particulièrement en ce qui concerne les programmes d'apprentissage de la langue française et d'anglais principal.

Donc, en avril 2023, un comité directeur de gestion sera établi. Ce comité exécutif sera composé de personnes représentant les éducateurs, les élèves, l'Association des enseignants du Nouveau-Brunswick et d'autres détenteurs de droits et de parties prenantes clés. Le comité exécutif établira une vision pour apporter des améliorations dans le secteur anglophone, à la fois dans les classes d'anglais principal et dans l'apprentissage de la langue française, y compris le programme d'immersion. Des principes directeurs seront élaborés pour guider un engagement plus large.

Ce comité directeur sera guidé par le travail de deux groupes de travail, un qui ciblera l'amélioration de l'apprentissage de la langue française et l'autre qui examinera des améliorations au programme d'anglais principal. Ces groupes de travail feront appel à différents partenaires importants dans le monde de l'éducation entre mai et le début de juin 2023 avec l'objectif de soumettre des recommandations au comité directeur de gestion peu après.

Un questionnaire en ligne sera également mis à la disposition de ceux qui souhaitent soumettre des idées supplémentaires.

L'objectif général est d'avoir des recommandations à court terme et à long terme portant sur des améliorations qui découlent de ce qui est entendu tout au long du processus de mobilisation.

Ce rapport, les recherches actuelles et d'autres renseignements essentiels seront examinés par ces comités pour s'assurer que les idées provenant des consultations antérieures et les pratiques exemplaires actuelles contribueront aux prochaines étapes dans leur ensemble.